

L'OMS appelle à protéger davantage la santé humaine

Page 2

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 11 Avril 2022

7 jrs/7

N°1907 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Le climat, facteur de hausse des urgences sanitaires en Afrique

Page 14





Le Rwanda commémore le 28e anniversaire du génocide

Page 8



Togo : Des enseignants licenciés pour un nouveau bras de fer contre le gouvernement

Page 13

SANTE

L'OMS appelle à protéger davantage la santé humaine

A l'occasion de la Journée mondiale de la santé, le 7 avril, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, appelle à plus d'effort pour la protection de la santé humaine. Il a présenté une nouvelle initiative ambitieuse qui souligne la nécessité de promouvoir la paix et la santé si l'on veut protéger la planète et ses habitants.



L'OMS appelle à redoubler d'efforts pour protéger la santé humaine et lutter contre la crise climatique en cette époque de conflits et de fragilités exacerbés

En cette journée mondiale de la santé, qui signe également le jour de sa création en 1948, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) lance un appel à redoubler d'efforts pour protéger la santé des humains face à la pollution et atténuer la crise climatique. Actuellement, 99% de la population respire un air qui ne respecte pas les taux de pollution fixés par l'OMS. En revanche, les preuves s'accumulent sur les conséquences dramatiques de la pollution de l'air sur la santé.

Selon Allafrica, en cette Journée mondiale de la santé qui marque le jour de la création de l'Organisation, l'OMS lance, dans le cadre de la campagne « Notre planète, notre santé «, un appel urgent aux dirigeants et à tous les peuples pour qu'ils redoublent d'efforts afin de préserver et de protéger la santé et d'atténuer la crise climatique, à un moment où les conflits et les fragilités sont exacerbés.

Le monde va-t-il vers l'apocalypse ?

Au-delà de la pollution atmosphérique, l'OMS appelle à une prise de conscience globale, indique Sante sur net.com. En cette journée mondiale de la santé, elle attire l'attention sur les actions urgentes à mettre en place afin que les hommes vivent en bonne santé dans une planète préservée. Propagation des maladies parasitaires, phénomènes météorologiques extrêmes, pollution plastique, vague d'obésité liée à des systèmes de productions alimentaires

La suite à la page 3

ALGÉRIE

La suite de la page 2

hautement transformés, l'ampleur de la tâche est grande. L'OMS souhaite favoriser la création de sociétés axées sur le bien-être global. Selon ses estimations, chaque année, 13 millions de personnes décèdent en raison de causes environnementales évitables.

Il faut ajouter que la montée des conflits, l'aggravation de la situation climatique et la persistance de la pandémie ont conduit à avancer l'horloge de l'Apocalypse à minuit moins 100 secondes, c'est-à-dire que, depuis que cette horloge a été imaginée en 1947, le monde n'a jamais été aussi proche d'une apocalypse qui mettrait fin à toute civilisation.

Fatimata COMPAORE

L'ancienne ministre de la Culture Khalida Toumi condamnée à 6 ans de prison ferme



L'Algérie occupe la 104e place sur 180 pays du classement mondial de l'indice de perception de la corruption, publié en janvier 2021 par l'ONG Transparency International

L'ancienne ministre algérienne de la Culture, Khalida Toumi, a été condamnée, le jeudi 07 avril 2022, par le tribunal de Sidi M'hamed d'Alger, à six ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 dinars pour des faits de corruption.

Le tribunal de Sidi M'hamed d'Alger a rendu son verdict dans le procès de l'ex ministre de la culture algérienne Khalida Toumi. Elle écope de six ans de prison ferme et d'une amende de 200.000 dinars. Lors du procès, le parquet avait requis 10 ans de prison ferme et un million de dinars d'amende contre l'accusée. En détention depuis novembre 2019, Khalida Toumi était poursuivie pour dilapidation de deniers publics, abus de fonction et octroi de privilèges indus lorsqu'elle était à la tête du ministère de la Culture. Ces faits de corruption sont liés, selon l'accusation, à l'organisation de manifestations culturelles

La suite à la page 4

La suite de la page 3

comme «Tlemcen, capitale de la culture islamique» en 2011, le festival panafricain en 2009 et «Alger, capitale de la culture arabe», en 2007. Poursuivi dans la même affaire, Hamid Benblidia, ex-secrétaire général du ministère de la Culture, a écopé d'une peine de quatre ans de prison ferme avec 220.000 dinars d'amende et Miloud Hakim, ancien directeur de la culture de Tlemcen a été condamné à 2 ans de prison ferme et 200.000 dinars d'amende. Khalida Toumi, 64 ans, a été ministre de 2002 à 2014 sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika (1999-2019), chassé du pouvoir par les manifestations du Hirak il y a trois ans et décédé en septembre 2021. Elle a egalement été l'une des figures du mouvement féministe en Algérie dans les années 1990 en tant que présidente de «l'Association indépendante pour le triomphe des droits des femmes».

Roseline BADO

ÉTHIOPIE

Les défenseurs des droits nomment les auteurs des atrocités au Tigré



Human Rights Watch et Amnesty International ont désigné trois personnes qui seraient responsables de crimes de guerre commis contre des civils au Tigré occidental

Le rapport intitulé «Nous vous effacerons de cette terre», une phrase tirée du témoignage poignant d'une victime d'expulsion forcée, témoigne des tensions latentes dans le Tigré occidental. Le rapport nomme le colonel Demeke Zewdu, administrateur adjoint et chef de la sécurité de la zone du Tigré occidental, Dejene Maru «Shaleqa», commandant du 2e bataillon de la brigade Gafat des forces spéciales d'Amhara et Belay Ayalew qui serait un officier du renseignement basé à Humera comme les principales personnes qui devraient être tenues responsables des crimes de droit international pour leur rôle dans la facilitation des crimes de guerre, de meurtres, de tortures, de violences sexuelles, entre autres. Laetitia Bader, directrice de HRW pour la Corne de l'Afrique, a appelé à une enquête indépendante sur leurs rôles individuels afin de déterminer leur implication directe dans les crimes documentés. «Nous appelons le gouvernement éthiopien à enquêter immédiatement sur eux et à les suspendre de leurs postes où ils continuent de commettre des crimes contre les civils», a-t-elle déclaré à The EastAfrican.

La suite à la page 5

ÉTHIOPIE

La suite de la page 4



Des découvertes très troublantes font des allégations d'exécution d' hommes tigréens et de viols collectifs

Compte tenu de la gravité des crimes documentés dans le rapport, HRW et Amnesty International ont en outre appelé la Commission internationale d'experts des droits de l'homme sur l'Éthiopie, mise en place par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à inclure les événements survenus au Tigré occidental depuis novembre 2020 comme partie de ses enquêtes.

Ratisser large

Ils ont déclaré que cela aiderait à identifier davantage d'individus responsables dans la mesure du possible et à faire des recommandations sur la manière dont ils pourraient être tenus responsables, par le biais d'organes judiciaires locaux, régionaux et internationaux, y compris la Cour pénale internationale (CPI). Amnesty International et Human Rights Watch indiquent que les responsables régionaux d'Amhara et les forces spéciales et milices régionales, avec la complicité des forces fédérales, sont responsables du nettoyage ethnique auTigré occidental », selon le rapport. M. Fisseha Tekle, chercheur d'Amnesty International sur la Corne de l'Afrique, a déclaré qu'une combinaison d'abus, notamment des exécutions extrajudiciaires, des arrestations et des expulsions massives, des détentions, des tortures, des violences sexuelles, des pillages, le refus d'aide humanitaire et le refus d'accès à leurs terres, a été utilisée pour conduire les Tigréens hors de la zone du Tigré occidental. Depuis le déclenchement du conflit armé le 4 novembre 2020, des centaines de milliers de Tigréens vivant dans le Tigré occidental ont été déplacés de leurs foyers.»Les abus ont forcé les Tigréens à partir et ils ont peur de revenir parce qu'ils ont été la cible d'abus car ils sont considérés comme des partisans du TPLF», a déclaré Tekle. Selon le rapport, le conflit découle des modifications des frontières internes qui avaient été promulguées par le gouvernement dirigé par le TPLF en 1992, lorsque les rebelles dirigeaient le pays en tant que parti au pouvoir. Les changements recommandés par la commission gouvernementale des frontières ont été effectués en novembre 2020, déclenchant ainsi un conflit entre les militants amhara ,dans la zone du Tigré occidental et dans la région d'Amhara et le gouvernement. « Le déclenchement du conflit en novembre 2020 a mis au premier plan ces griefs de longue date et non résolus ; Les forces régionales d'Amhara ainsi que les forces fédérales éthiopiennes se sont emparées de ces territoires et ont déplacé les civils tigréens dans une brutale campagne de nettoyage ethnique », indique le rapport.

K.Fiakofi

MALI

Massacre à Moura : L'ONU veut un accès urgent à la localité

L'émissaire de l'ONU pour le Mali, El-Ghassim Wane, a réclamé jeudi 7 avril 2022 au gouvernement malien d'autoriser un accès «impératif» à la localité de Moura (centre) où l'armée malienne, assistée de forces étrangères présumées liées à la société russe Wagner, est accusée d'un massacre, relate france 24.



Le mandat de la Minusma arrive à échéance en juin

La mission de la Minusma, citée par le Figaro, «a cherché à accéder à la zone et a pu effectuer un survol de reconnaissance le 3 avril 2022», a-t-il dit lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais «l'autorisation de déploiement d'une mission intégrée n'a, jusqu'à présent, pas été acceptée malgré un engagement important auprès des autorités nationales», a déploré l'émissaire. «Si l'annonce, mercredi, par le procureur du tribunal militaire de Mopti, de l'ouverture d'une enquête, y compris le déploiement sur le terrain du personnel requis, est une initiative bienvenue, il est impératif que les autorités maliennes apportent la coopération nécessaire à ce que la Minusma ait accès au site des violations alléguées, conformément à son mandat», a souligné El-Ghassim Wane, cité par TV5 Monde. «Plus généralement sur les droits humains, la Minusma a ouvert 17 enquêtes sur des allégations d'attaques aveugles contre des civils, d'arrestations extrajudiciaires, de mauvais traitements, de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires dans le centre du Mali depuis le début de cette année», a aussi déclaré l'émissaire. «Nous finalisons actuellement une mise à jour sur la situation des droits humains qui couvrira la période de janvier à mars de cette année», a-t-il indiqué. L'armée malienne a dit avoir mené, du 23 au 31 mars 2022, une opération de «grande envergure» dans la localité de Moura, comptant plusieurs milliers d'habitants, selon nos sources. En dehors de 203 «terroristes» tués, 51 autres ont été capturés, a-t-elle affirmé. L'ONG Human Rights Watch a pour sa part fait état dans un rapport de l'exécution sommaire de 300 civils par des soldats maliens associés à des combattants étrangers. Ces derniers sont présumés relever de la société russe Wagner, déployée depuis quelques mois au Mali. Bamako dément la présence de ces mercenaires, ne reconnaissant la présence au Mali que d'«instructeurs» déployés dans le cadre d'un accord de coopération bilatérale avec la Russie.

Oumou Konaté

AFRIQUE

La communauté internationale combat la famine en Afrique de l'Ouest et au Sahel

La FAO, l'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, a fait part jeudi de la décision de la communauté internationale de se mobiliser contre la famine en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Une somme de 1,79 milliard d'euros a déjà été mobilisée à cet effet.



La communauté internationale se mobilise pour aider à lutter contre la famine en Afrique de l'Ouest et au Sahel, avec une somme de 1,79 milliard d'euros



Au moins 27 millions de personnes souffrent à ce jour de malnutrition dans la région du Sahel central et du bassin du Lac Tchad

1,79 milliard d'euros ont été réunis pour lutter contre la famine en Afrique, a annoncé la FAO, selon rfi. La communauté internationale a décidé de s'impliquer dans cette lutte. A en croire la FAO, les États-Unis ont promis de voir à la hausse leur aide, tout comme l'Union européenne qui s'est engagée à donner 67 millions d'euros supplémentaires pour une enveloppe globale de 240 millions en 2022. Quant à la France, elle devrait contribuer à hauteur de 166 millions d'euros sur l'année, a annoncé le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian.

38 millions de personnes pourraient être en insécurité alimentaire

La situation alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest inquiète de plus en plus. Quelque 27 millions de personnes souffrent à ce jour de malnutrition dans la région du Sahel central et du bassin du Lac Tchad. Un chiffre déjà extrêmement élevé qui pourrait rapidement atteindre « 38 millions de personnes d'ici juin si des mesures ne sont pas prises de manière urgente », alertait mardi la

La suite à la page 8

La suite de la page 7

FAO, selon notre source. Oxfam ou Action contre la faim ont fait part, eux, de leurs inquiétudes concernant une « chute brutale de l'aide internationale en Afrique ». Pour ces associations, la région connaît sa pire crise alimentaire depuis une décennie.

Les raisons de la crise alimentaire

Les raisons de cette situation sont multiples : sécheresses, conflits, impacts de l'épidémie de Covid-19 et maintenant la guerre en Ukraine et ses conséquences, comme l'augmentation du prix des denrées alimentaires. « La guerre de Poutine contre l'Ukraine est aussi une guerre contre la sécurité alimentaire mondiale (...) Les régions du Sahel risquent d'être les premières à en faire les frais », a dénoncé le chef de la diplomatie française, cité par le média Africanews.

Face à cette situation, le président nigérien Mohamed Bazoum a plaidé pour une augmentation significative et urgente des financements internationaux lors d'une réunion sur le sujet organisée par l'Union européenne et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, conscient que l'aide d'urgence ne suffirait pas à long terme, les spécialistes de la région ont estimé qu'il faudrait accompagner les populations et les institutions locales vers plus d'autosuffisance et de résilience face aux crises.

Line Rose

Le Rwanda commémore le 28e anniversaire du génocide contre les Tutsi



Si plusieurs participants au génocide ont été jugés et condamnés, les procès semblent sans fin, toutefois

Il y a 28 ans que la guerre civile au Rwanda a éclaté. Un conflit qui a causé la mort de plus de 800 000 Tutsis et Hutus modérés en seulement 100 jours. Cette année, l'Union africaine a choisi le thème « Se souvenir-Unir-Renouveler » et a réaffirmé son engagement à prévenir et combattre le génocide sur le continent, relate Monde Actuel.

Le 7 avril 2022, le président du Rwanda, Paul Kagame, a allumé la flamme du souvenir au Mémorial du génocide de Kigali où reposent plus de 250 000 victimes. Le deuil national durera jusqu'au 13 avril 2022 tandis que les activités de commémoration se poursuivront jusqu'au 3 juillet 2022 indique Monde actuel. Elles dureront 100 jours, soit la durée du conflit de 1994. Cette guerre civile a commencé un jour après qu'un mystérieux

La suite à la page 9

La suite de la page 8

accident d'avion a coûté la vie aux présidents du Rwanda et du Burundi. Pendant plus de deux décennies, historiens, enquêteurs judiciaires locaux et internationaux ont travaillé sur le conflit. L'ampleur et les circonstances de cet accident et des massacres qui ont suivi continuent de susciter des interrogations. Surtout chez ceux qui ont échappé et survécu au génocide.

La Belgique et surtout la France ont été pointées du doigt pour leur amitié avec le régime extrémiste hutu qui a massacré les Tutsis et les Hutus modérés. En 2021, le président Emmanuel Macron a déclaré que la France « avait un rôle, une histoire et une certaine responsabilité politique ». Une première parmi les dirigeants français. Cependant, Macron n'a pas dit que la France n'avait pas joué un rôle actif dans ce qui est considéré comme l'un des plus grands meurtres du XXe siècle.

Le Rwanda devient « plus fort » malgré le génocide de 1994

Selon Apanews, le nom de code « Kwibuka » ou souvenir, en kinyarwanda, a été respecté pour la vingt-huitième fois en souvenir au génocide rwandais où environ 800.000 personnes, appartenant principalement à l'ethnie des Tutsis, furent massacrées par les extrémistes Hutus. C'est le pire moment de la vie de la nation rwandaise. Beaucoup pensaient qu'elle ne s'en relèverait pas vu l'ampleur du massacre considéré comme l'une des plus grandes boucheries du vingtième siècle. Mais en visitant aujourd'hui la capitale Kigali et d'autres localités du pays, on constate que le Rwanda a changé et est plus que jamais sur les rampes de l'émergence. « Les leçons que nous avons apprises en tant que Rwandais ne devraient jamais être gaspillées. Au fil des années, nous devenons beaucoup plus forts et meilleurs », a déclaré le président Paul Kagame devant plusieurs invités au Mémorial de Gisozi où sont enterrées plus de 250.000 victimes.

Oumou Konaté

La principale plateforme de l'opposition suspend les pourparlers avec la junte

La plateforme Wakit Tama qui regroupe la société civile, les syndicats et certains partis politiques de l'opposition au Tchad a annoncé, mercredi, suspendre toute négociation avec la junte au pouvoir, relative au dialogue national prévu dans un mois à N'Djamena, selon l'agence Anadolu.

«Wakit Tamma annonce la suspension de toute négociation relative au dialogue avec la junte et son gouvernement», à qui il reproche notamment «l'enlisement du pré-dialogue de Doha» avec les groupes armés, «la prédominance de violence au sein des forces de défense et de sécurité, (...) les violations systématiques des droits humains», a déclaré Max Loalngar, le porte-parole de Wakit Tamma, principale plateforme de la société civile et de l'opposition, lors d'une

La suite à la page 10

TCHAD

La suite de la page 11



Le dialogue national inclusif qui est censé réconcilier les Tchadiens et conduire à des élections présidentielle et législatives va se poursuivre sans Wakit Tama



Le dialogue national inclusif plusieurs fois reporté, est prévu le 10 mai

conférence de presse. Selon l'agence Anadolu qui rapporte l'information, Max Loalngar a aussi évoqué l'insécurité persistante, l'absence de justice, le manque de clarté pour le dialogue, la cherté de la vie et l'absence de volonté politique. « Comment comprendre qu'après trois semaines de grève des magistrats que les agents de sécurité à l'origine des traitements inhumains et dégradants des magistrats n'aient toujours pas été livrés pour être jugés ? Pourquoi est-ce que les militaires qui ont tiré sur les populations à Abéché les 24 et 25 janvier dernier n'ont toujours pas été présentés au juge ? Que dire des auteurs des massacres du 9 février à Sandana ? », s'interroge Loalngar. « Le refus d'engager une réflexion pertinente dans la programmation du dialogue national dévoile clairement l'intention de biaiser cet exercice capital pour le futur de notre patrie. C'est fondamentalement cette duplicité qui explique l'enlisement actuel du pré-dialogue de Doha avec la sortie remarquable du CCMSR », a souligné le coordinateur, selon toujours l'agence turque d'informations.

Le retrait des mouvements du dialogue se poursuit

La plateforme Wakit Tama a, aussi, lancé un appel aux Tchadiens « à se préparer à des actions gigantesques qui seront coordonnées et ciblées dans les jours à venir ».

Le dialogue national inclusif promis il y a un an par le président de transition au Tchad, le général Mahamat Idriss Deby, entre les militaires au pouvoir, l'opposition politique et armée et la société civile risque d'être compromis si les principaux groupes armés ainsi que la plateforme Wakit Tama, n'y participaient pas le 10 mai prochain. Avec ce retrait, il faut noter que cela ne fait qu'allonger la liste des retraits de ce dialogue qui est censé réconcilier tous les tchadiens tous bords confondus.

Il faut rappeler que l'un des mouvements politico-militaires, le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) a également annoncé lundi 4 avril dernier, dans un communiqué, son retrait du pré-dialogue entre les groupes politico-militaires et la junte tchadienne qui se tient à Doha, au Qatar.

Pierre Oued

SHOOTING PHOTO



AFRIQUE

L'Afrique subsaharienne manquera l'objectif de couverture arborée en raison du manque de semences

Selon les experts, le manque de banques de semences nationales fiables et d'experts et de laboratoires forestiers formés est l'une des raisons pour lesquelles l'Afrique subsaharienne ne peut pas atteindre son objectif de couverture arborée.





La stabilité de l'environnement en Afrique et des ressources est l'un des enjeux majeurs pour faire face aux changements climatiques

«Notre capacité en Afrique à fournir des semences et des semis d'arbres, ou du germoplasme pour les activités de boisement et de reboisement afin de contenir la déforestation fait grandement défaut», a déclaré à The East Africa Godwin Kowero, secrétaire exécutif du Forum forestier africain (AFF). « Nous avons également un manque généralisé de personnel qualifié et d'installations de laboratoire dans de nombreux pays pour gérer ces problèmes. Peu d'attention accordée à l'amélioration génétique des arbres », a-t-il ajouté. Il s'exprimait lors d'un récent atelier pour les acteurs forestiers d'Afrique subsaharienne organisé par l'AFF, une institution forestière panafricaine basée à Nairobi.

La gestion des forêts en question

Le forum a discuté du partage d'informations et d'expériences sur les défis et les opportunités de la gestion forestière pour le développement durable en Afrique dans le contexte du changement climatique. Au cours des dernières décennies, les systèmes forestiers du continent ont souffert de la perte d'agro

La suite à la page 13

La suite de la page 12

biodiversité, les espèces et variétés d'arbres locales étant remplacées par des essences exotiques. Kowero a déclaré que la plupart des semences et des plants étaient importés sous des régimes phytosanitaires insuffisants sur tout le continent. Le Conservateur en chef des forêts du Kenya, Julius Kamau, a déclaré à Daily News que Notre vulnérabilité au changement climatique est une menace sérieuse pour notre prospérité, ajoutant que la stabilité de l'environnement en Afrique et des ressources telles que l'eau et le fourrage pour le bétail et la faune, la consommation humaine et la production agricole sont compromises. Selon lui, des études telles que celles menées par l'AFF sont importantes pour aider l'Afrique à comprendre comment le changement climatique est lié aux ressources forestières du continent.

K.Fiakofi

Des enseignants licenciés pour un nouveau bras de fer contre le gouvernement



Au Togo, le budget consacré à l'éducation correspond à environ 25 % du budget national

Le gouvernement togolais a licencié neuf enseignants, une semaine après avoir licencié 137 autres, alors même que le syndicat des enseignants continue d'exiger que l'administration Faure Gnassingbé honore ses promesses envers eux, rapporte Al Jazeera.

La décision de licencier davantage d'enseignants a été annoncée mardi par Gilbert Bawara, le ministre de la Fonction publique et du Travail. Cette décision intervient près d'une semaine après le licenciement, le 30 mars, de 137 enseignants pour le même motif à la suite d'une grève lancée par le Syndicat des enseignants du Togo (SET) du 4 au 7 avril; selon Al Jazeera. Tous les enseignants ont été interdits d'enseignement et seront redéployés par le ministère de la fonction publique et du travail. Bawara a déclaré qu'ils étaient «des agents qui se sont montrés à plusieurs reprises dans des actions contraires aux exigences des enseignants», poursuit la même source. Le syndicat n'est pas reconnu par le ministère de l'administration et de la décentralisation, contrairement à la Coordination des syndicats

La suite à la page 14

La suite de la page 13

de l'éducation du Togo (CSET) et à la Synergie des travailleurs du Togo (STT). Dans un tweet du 30 mars, Bawara a laissé entendre que SET avait «continué à montrer une attitude de défi envers l'autorité de l'État».

Un problème récurent entre Syndicat et Gouvernement

Les problèmes qui affligent le secteur de l'éducation au Togo ne sont pas nouveaux et les enseignants affirment que les conditions de travail actuelles dans le pays ne sont pas adaptées, ce qui a conduit à un certain nombre de grèves. Le 10 mars, le gouvernement a signé un protocole d'entente avec les intervenants du secteur de l'éducation pour aplanir les questions en suspens, notamment la rémunération. Selon l'accord, le gouvernement débloquera 5 milliards de francs CFA (environ 8,3 millions de dollars) pour payer les primes sur la période 2021-2025. Les fonds, déjà promis en avril 2018 dans le cadre d'un accord antérieur avec le CSET et le STT, prendront la forme d'une allocation annuelle pour les enseignants et les enseignants bénévoles des écoles publiques. Une partie du paquet servira également de fonds national pour améliorer le secteur de l'éducation. Mais SET a déclaré qu'il n'était pas partie prenante à l'accord et le 1er avril, il a écrit à la ministre pour annoncer la grève. Tout en appelant à la grève du 1er avril, le syndicat a accusé le gouvernement d'ignorer ses demandes répétées d'une allocation mensuelle de 50 000 francs CFA (environ 83 dollars) pour tous les enseignants, ainsi que d'autres primes, et du recrutement d'enseignants volontaires d'où la pomme de discorde. Kossi Kossikan, le secrétaire général adjoint du syndicat et l'un des enseignants licenciés, a déclaré au média français RFI que le problème du gouvernement avec le SET était que : « Nous sommes un syndicat fort et démocratique... directement issu de la base, ce n'est pas un syndicat contrôlé ».

Notons toutefois que le bras de fer entre le gouvernement central et les enseignants arrive juste avant les examens trimestriels, prévus en mai.

Pierre Oued.

Hausse des urgences sanitaires liées au climat (OMS)

Les urgences sanitaires liées au climat et représentant plus de la moitié des incidents de santé publique enregistrés en Afrique au cours des deux dernières décennies sont en hausse, d'après une analyse de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Cette analyse montre que 56 % des 2121 évènements de santé publique enregistrés dans la Région africaine entre 2001 et 2021 étaient liés au climat, rapporte Africanews. La région connaît une augmentation des urgences liées au climat, avec 25 % d'évènements liés au climat en plus signalés entre 2011 et 2021, par rapport à la décennie précédente », a indiqué l'OMS dans un communiqué publié le mercredi 06 avril 2022 à la veille de la journée mondiale de la santé, 7

La suite à la page 15

AFRIQUE

La suite de la page 14



L'Afrique est confrontée à d'autres effets sanitaires considérables liés aux chocs climatiques, a soutenu le rapport.



L' OMS recommande aux gouvernements de donner la priorité au bien-être humain dans toutes les décisions clés

avril, célébrée sous le thème «Notre planète, notre santé». « Le changement climatique est l'une des plus grandes menaces pour l'humanité. Les fondements même de la bonne santé sont compromis par les évènements climatiques de plus en plus sévères. En Afrique, les inondations fréquentes et les maladies hydriques et à transmission vectorielle aggravent les crises sanitaires. Bien que le continent contribue le moins au réchauffement climatique, il en subit toutes les conséquences », a déclaré la Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique citée par le communiqué.

Les maladies hydriques ont représenté 40 % des urgences sanitaires liées au climat au cours des deux dernières décennies d'après l'analyse.

« En Afrique, les maladies diarrhéiques constituent la troisième cause de maladies et de décès des enfants de moins de 5 ans. Une proportion considérable de ces décès peut être évitée avec de l'eau potable sûre, une hygiène et un assainissement adéquats », a ajouté l'OMS. L'étude a également montré que les maladies à transmission vectorielle, notamment la fièvre jaune, ont compté pour 28 % des urgences sanitaires liées au climat, et que les maladies zoonotiques, essentiellement la fièvre hémorragique de Crimée-Congo, figuraient au troisième rang des maladies les plus répandues. Le nombre de catastrophes naturelles a aussi fortement augmenté depuis 2010, avec 70 % de l'ensemble des catastrophes naturelles qui ont eu lieu entre 2017

La suite à la page 16

AFRIQUE

La suite de la page 15

et 2021. « Les inondations sont l'événement le plus fréquent, représentant 33 % de toutes les catastrophes naturelles signalées » a encore relevé l'analyse. L'Afrique est également confrontée à d'autres effets sanitaires considérables liés aux chocs climatiques, a soutenu le rapport. Parmi ceux-ci, la malnutrition et la faim dues à des conditions météorologiques défavorables à la production agricole, des difficultés sanitaires et de développement à long terme pour les enfants, ainsi que d'autres maladies infectieuses telles que le paludisme. L' OMS recommande aux gouvernements de donner la priorité au bien-être humain dans toutes les décisions clés. Elle les a aussi exhorté à arrêter les nouvelles prospections et subventions aux carburants fossiles, à taxer les pollueurs et à mettre en œuvre les directives de l'OMS sur la qualité de l'air.

Oumou Konaté

Le Coran traduit dans les langues africaines pour être plus accessible aux fidèles



Au Sénégal, pays très majoritairement musulman, mais où l'arabe est peu parlé, il existe déjà une tradition d'enseignement du Coran dans les langues nationales

Afin de rendre le Coran accessible au plus grand nombre de croyants, il faut le traduire dans les langues de ces croyants. C'est déjà une réalité au Sénégal et désormais aussi en Guinée Conakry, rapporte RFI.

En ce mois de Ramadan, le livre saint est beaucoup sollicité par les fidèles musulmans. Et le texte sacré de l'Islam est désormais disponible en langue pulaar, encore appelée fulfulde, indique RFI. C'est un projet mené par l'association Islam House (basée en Arabie saoudite) et par le Centre guinéen d'études et de traduction (basé à Conakry). Les traductions du Coran en pulaar sont très rares et peu accessibles. Cette nouvelle version vient enrichir le site officiel de l'Encyclopédie du Coran (www.islamhouse.com) qui à ce jour, est traduite dans 23 langues, dont le Haoussa et le Kiswahili. En traduisant le Coran en pulaar-fulfulde, ce sont près de 60 millions de locuteurs dans

La suite à la page 17

AFRIQUE

La suite de la page 16



Cette démarche de traduction est à encourager afin de préserver les langues nationales

le monde qui sont visés. Il a fallu quatre ans de travail et de vérifications pour traduire les 114 sourates du Coran en pulaar. Un travail délicat, pour coller au plus près de l'esprit du livre saint, tout en adoptant un niveau standard de langue compréhensible par tous et toutes, comme l'explique à RFI Mamadou Tafsir Baldé, le directeur du centre Guinéen d'études et de traduction, porteur de ce projet. « Dans la traduction de sens du Coran, il y a toujours des terminologies qui sont parfois conformes, d'autres qui sont différentes. Nous avons une traduction selon un caractère du pulaar standardisé pour avoir une traduction accessible à tous les (locuteurs de) pulaar », a-t-il précisé.

L'enseignement se fait en arabe et l'explication dans la langue maternelle de son choix

Ce projet est mis en ligne en ce tout début de ramadan, pour répondre à l'intérêt des fidèles en quêtes d'informations sur la Révélation du Coran. Selon Mamadou Tafsir, parmi les versets les plus consultés pendant ce mois du ramadan, figurent les versets de la sourate numéro deux «al-baqarah». Elle parle de la révélation du Coran dans le mois du ramadan. Elle explique comment nous pouvons jeûner. « Le ramadan aussi, c'est un moment de la lecture du saint Coran. Il y a des gens qui lisent tout le Coran pendant le ramadan. », a-t-il ajouté toujours selon RFI. Le projet n'est pas totalement achevé : l'association Islam House compte se lancer dans la traduction des Hadith, les paroles du Prophète. Par ailleurs, une version papier du Coran en pulaar devrait bientôt être disponible, indique RFI.

Pierre Oued

ANNONCES


otc
TECHNOLOGIES, INFORMATIQUE, DIGITAL, COMMUNICATION ET MEDIA, MARKETING, COMMERCE
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+237670001001
www.otc-cameroun.com
/OTCcameroun
/OTCcameroun
/OTCcameroun


otc
ENERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENT
CERTIFICATIONS
Formation
Qualification et Techniques
Spécialisation
Expertise
+23592865979
www.otc-tchad.com
/OTCtchad
/OTCtchad
/OTCtchad

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le swahili est devenu la langue la plus parlée en Afrique



Sur un continent qui donne l'apparence d'une mosaïque linguistique, le swahili s'est imposé comme la première langue par son utilisation. Le swahili est désormais parlé par plus de 200 de locuteurs, affirme Quartz Africa. De "dialecte obscur", il est ainsi devenu la langue la plus parlée en Afrique. Celle-ci a su s'imposer à la faveur de déplacements intérieurs sur le continent et de son utilisation par "*des commerçants venus d'Asie*" mais aussi par des "*occupants arabes et européens, des colons européens et indiens, des dirigeants coloniaux et des individus de diverses nations postcoloniales*", égrène le site.

Ghana : Akufo-Addo félicite le gouvernement américain pour son soutien continu



Le président Akufo-Addo a exprimé sa gratitude au gouvernement des États-Unis pour son soutien continu dans le domaine de la santé, de la sécurité et de l'éducation, a indiqué Citi Newsroom.com. Le président a déclaré que le gouvernement américain a été un pilier dans la lutte du Ghana contre le COVID-19, en particulier avec la fourniture de vaccins et d'autres fournitures médicales qui ont aidé le pays à lutter contre la maladie mondiale. Il s'est exprimé lors d'une cérémonie spéciale, à la Jubilee House, en l'honneur de l'ambassadrice sortante des États-Unis au Ghana, Stephanie Sullivan.

São Tomé et Príncipe accueille la 1ère édition de Youth Connekt



Les autorités de Sao Tomé ont programmé une conférence sur le projet Youth Connekt, a indiqué stp-press.st. Selon le ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Entrepreneuriat de São Tomé et Príncipe, Vinício de Pina, la conférence aura lieu du 20 au 21, au Palácio dos Congressos de la ville de São Tomé. «*Youth Connekt est une plate-forme où, pendant deux jours, la jeunesse du pays parlera, débattra et réfléchira sur le problème de la jeunesse dans le cadre du leadership, de la jeunesse et de l'entrepreneuriat social*», a déclaré Vinício de Pina.

La Somalie cherche à relancer le pétrole et le gaz



La Somalie est l'une des dernières grandes frontières pétrolières inexplorées. Dans le passé, il a attiré l'attention d'IOC, notamment ExxonMobil, BP, Shell, Chevron, l'italien Eni et le superindie américain ConocoPhillips, qui détenaient tous d'importants accords de concession avant la guerre civile de 30 ans qui a suspendu l'exploration. Aujourd'hui, suite à la récente augmentation des prix du pétrole et à des développements juridiques et réglementaires positifs, la Somalie espère exploiter ses vastes réserves offshore potentielles, a indiqué Hiiraan online. L'offshore somalien pourrait contenir au moins 30 milliards de barils de réserves de pétrole, selon Spectrum Geo

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Zambie : Deep-South Resources fait son entrée dans le secteur du cuivre



Selon l'Agence Ecofin, la compagnie minière Deep-South Resources va acquérir trois nouvelles licences d'exploration de cuivre dans la province zambienne de Copperbelt. Elle vient, pour cela, de conclure un accord définitif avec Word Class Minerals Venture, qui lui cédera progressivement jusqu'à 80 % d'intérêts dans les permis. Cette transaction intervient alors que la compagnie cotée sur TSX-V à Toronto traîne depuis plusieurs mois un litige avec le gouvernement namibien au sujet de son projet de cuivre phare Haib.

Commémorations du génocide au Rwanda: le président Kagame dénonce les critiques extérieures



Lors de la cérémonie officielle de commémoration du génocide rwandais, au mémorial de Gisozi, à Kigali, le président Paul Kagame a prononcé un discours dans lequel il a répondu aux principales critiques formulées contre le Rwanda, notamment au sujet de la liberté d'expression et de la justice, selon RFI. Le chef de l'État a également défendu sa politique de réconciliation, le système judiciaire rwandais et accusé les pays occidentaux d'être restés silencieux face au génocide.

Premier rapport sur les relations publiques et les communications en Afrique



Selon Yahoo Actualités, BHM Research & Intelligence a annoncé, qu'à partir de cette année, son rapport annuel sur le secteur des relations publiques et des communications au Nigeria sera élargi. Il couvrira l'ensemble du continent, avec 53 pays supplémentaires dont l'économie combinée est de plus de 2000 milliards de dollars et une population de plus d'un milliard d'habitants. Il s'agira du tout premier rapport qui s'adressera exclusivement au secteur des relations publiques et des communications sur le continent africain, a indiqué notre source.

Zambie : le chef de l'opposition Chilufya Tayali accusé d'incitation à la mutinerie



Le chef de l'opposition zambienne Chilufya Tayali a été inculpé, jeudi dernier, d'incitation à la mutinerie. Tayali était sous caution à la suite de pressions accrues de la part de l'opposition et de la société civile qui réclamaient sa libération après son arrestation lundi. «*La police a officiellement inculpé et arrêté Chilufya Tayali pour les infractions d'incitation à la mutinerie en violation de l'article 48 alinéa du Code pénal et de communication de certaines informations en violation de l'article 4 de la loi sur la sécurité de l'État, chapitre 111 des lois de la Zambie*", a déclaré le porte-parole de la police Rae Hamoonga, dans un communiqué.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Tunisie : Ameur Ayed et Abdellatif Aloui condamnés à quatre mois de prison



La chambre pénale du tribunal militaire permanent de Tunis a condamné le journaliste Ameur Ayed à quatre mois de prison pour atteinte au moral de l'armée nationale, a rapporté Webdo.tn. Le tribunal a également condamné l'ancien député de la coalition Al Karama, Abdellatif Aloui, à quatre mois de prison, sur fond de déclarations médiatiques qu'il a faites lors d'une émission télévisée. Selon notre source, Ameur Ayed et Abdellatif Aloui avaient été interpellés pour, entre autres, complot contre la sécurité de l'Etat, acte ignoble contre le président de la République, attribution de faits inexacts à un agent public, et appel à la désobéissance et au chaos.

RDC/Nord-Kivu : 18 pêcheurs Congolais arrêtés par les marins Ougandais au lac Edouard



Dix-huit pêcheurs Congolais de Kyavinyonge sont actuellement détenus dans la prison ougandaise de Katwe, a rapporté Radio Okapi. Ils ont été arrêtés par des marins Ougandais, dans la nuit de mercredi à jeudi 7 avril 2022, alors qu'ils pêchaient sur le lac Edouard. Les Ougandais leur reprochent d'avoir violé les frontières liquides et de pêcher illicitement dans les eaux territoriales ougandaises. De son côté, Josué Mukura, secrétaire de la Fédération des pêcheurs individuels du lac Edouard (FECOPEILE), a demandé au Gouvernement Congolais de trouver une solution durable à ces arrestations répétitives.

La Zambie : le pays perdrait 500 millions de dollars dans les mines de cuivre



L'ONG internationale Consumer Unity and Trust Society (CUTS), cité par Afrimag a averti, le jeudi 7 avril 2022, que la Zambie risque de perdre jusqu'à 500 millions de dollars en raison des flux financiers illicites (FFI) si la transparence et la responsabilité ne sont pas promues dans le secteur minier. Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), il n'y a actuellement aucune initiative inter-agences dédiée aux FFI en Zambie, appelant le pays à adopter une stratégie et un plan nationaux spécifiques pour lutter contre ce phénomène qui érode les recettes de l'État.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

MARCHE DE L'IMMOBILIER



